

“*Ensemble pour une protection sociale active*”

Impact de l'emploi subventionné sur l'emploi des travailleurs de nationalité étrangère

Période 2008-2017

Table des matières :

1	INTRODUCTION	1
2	APERÇU DES MESURES D'ACTIVATION	2
3	TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR DES TITRES-SERVICES	4
4	PROPORTION PAR RAPPORT À LA POPULATION TOTALE ET À LA POPULATION ACTIVE	5
5	CONCLUSION	7

1

Introduction

Fin 2014, l'ONEM a publié une étude sur l'impact des mesures d'activation des allocations de chômage sur l'emploi des travailleurs de nationalité étrangère. La présente étude est une mise à jour de cette publication.

Elle donne un bref aperçu de la mesure dans laquelle les demandeurs d'emploi issus de l'immigration ont recours aux mesures d'activation des allocations de chômage qui constituent une forme d'emploi subventionné. Pour ce faire, l'évolution depuis 2008 de ces mesures d'activation par nationalité est présentée.¹ Ensuite, nous avons fait de même pour les travailleurs du secteur des titres-services, étant donné que ce secteur constitue également une forme majeure d'emploi subventionné. Enfin, nous comparons ces évolutions à la population totale et à la population active par nationalité.

Sur le plan des mesures pour l'emploi, d'importants changements ont eu lieu depuis 2014 dont il y a lieu de tenir compte lors de l'interprétation des résultats actuels. Dans le cadre de la Sixième Réforme de l'État, le 1^{er} juillet 2014, différentes compétences relatives aux mesures pour l'emploi et la formation ont été transférées, sur le plan juridique, de l'ONEM au niveau régional. Le transfert opérationnel n'a cependant pas lieu au même moment ni au même rythme pour chaque Région. En vertu du principe de continuité, l'ONEM est toutefois resté en charge de la gestion quotidienne, et ce jusqu'au moment où les services régionaux furent prêts au transfert opérationnel. Concrètement, cela signifie que les transferts diffèrent en fonction de la matière transférée et de la Région. En outre, certaines mesures ont été profondément réformées ou supprimées afin d'en intégrer les objectifs dans d'autres matières ou stratégies. L'ONEM a prévu une publication distincte afin de détailler davantage la nature, l'impact et le timing des divers transferts.²

Étant donné que l'ONEM conserve certaines responsabilités concernant l'exécution des paiements, l'Office dispose encore de données récentes relatives à ces mesures d'activation. En ce qui concerne le régime des titres-services qui a été transféré le 1^{er} janvier 2016 pour toutes les Régions, les données se limitent cependant à la période jusques et y compris l'année 2015.

¹ Avec un regroupement par nationalité : belge, autres pays UE et pays hors UE. Contrairement à la publication de 2014, l'UE dans cette mise à jour se définit comme l'UE des 28 au lieu de l'UE des 27.

Il y a lieu de faire remarquer que la répartition selon la nationalité ne porte pas sur l'origine de la personne mais bien sur sa nationalité.

² Cf. le Spotlight « Mesures pour l'emploi et la formation concernées par la sixième réforme de l'État » - août 2017.

2

Aperçu des mesures d'activation

Tableau 1

Evolution des mesures d'activation selon le groupe de nationalités (en unités physiques)

		Programmes de transition professionnelle	SINE	Activa (Win-win inclus)	Complément de reprise du travail	Activa start	Stage de transition
Belgique	2008	5 161	9 285	35 467	6 819	471	27
	2009	5 001	9 966	30 628	8 564	413	17
	2010	4 561	10 385	41 208	12 311	236	17
	2011	4 203	10 040	66 717	16 321	200	10
	2012	4 093	9 609	51 408	18 823	326	6
	2013	3 990	9 430	28 787	18 166	285	151
	2014	3 808	9 100	30 879	16 071	126	970
	2015	3 445	9 016	33 108	14 400	89	1 512
	2016	2 640	8 780	33 612	13 832	46	1 663
2017	2 609	8 367	29 423	13 645	17	1 207	
UE	2008	342	616	2 975	366	17	1
	2009	354	705	2 528	455	14	1
	2010	310	749	2 967	718	10	1
	2011	301	759	4 424	1 007	10	1
	2012	331	744	3 471	1 198	12	0
	2013	349	738	2 151	1 128	15	6
	2014	332	733	2 332	982	6	37
	2015	301	754	2 473	890	6	82
	2016	239	723	2 604	876	5	96
2017	249	719	2 292	875	3	42	
Non UE	2008	253	310	1 232	7	16	5
	2009	338	422	1 096	11	7	0
	2010	341	492	1 606	30	4	2
	2011	396	600	3 075	68	6	1
	2012	422	599	2 465	95	11	0
	2013	520	708	1 629	89	15	7
	2014	517	731	1 819	55	16	39
	2015	470	774	2 072	38	9	60
	2016	313	816	2 344	36	6	84
2017	331	863	1 891	34	6	39	
Total	2008	5 756	10 212	39 674	7 192	503	33
	2009	5 693	11 093	34 252	9 029	434	19
	2010	5 213	11 626	45 781	13 060	250	20
	2011	4 900	11 400	74 215	17 396	216	12
	2012	4 846	10 953	57 343	20 116	348	6
	2013	4 859	10 876	32 566	19 382	314	164
	2014	4 658	10 563	35 030	17 108	148	1 046
	2015	4 217	10 544	37 653	15 327	103	1 654
	2016	3 193	10 319	38 560	14 744	57	1 843
2017	3 189	9 949	33 606	14 554	26	1 289	

Le tableau 1 reprend les principales mesures d'activation des allocations de chômage qui constituent une forme d'emploi subventionné. L'évolution des régimes précités est avant tout impactée par les mesures Activa. Celles-ci ont connu un pic en 2011, influencé par le plan d'embauche Activa Win-win qui fut instauré pour une durée déterminée mais qui remporta un vif succès, avant d'être supprimé au 1^{er} janvier 2012. En outre, l'augmentation relative importante du nombre de stages de transition à partir de 2013 est due à une réforme globale de ce régime, réforme à ce point fondamentale que le régime peut être considéré comme entièrement nouveau.

Les tableaux suivants reprennent ces données relatives à l'évolution du nombre d'allocataires de nationalité étrangère au sein de ces régimes sous deux présentations différentes. Le tableau 2 illustre l'évolution de chaque groupe de nationalités pour le nombre total d'allocataires dans ces régimes d'activation, l'année 2008 étant l'indice. Le tableau 3 illustre pour chaque régime l'évolution de la part relative de chacun de ces groupes de nationalités.

Tableau 2

Évolution (2008 = base 100) des mesures d'activation selon le groupe de nationalités

	Total	Belgique	Nationalité étrangère		
			Total	UE	Non UE
2008	100	100	100	100	100
2009	96	95	97	94	103
2010	120	120	118	110	136
2011	171	170	173	151	227
2012	148	147	152	133	197
2013	108	106	120	102	163
2014	108	107	124	102	174
2015	110	108	129	104	188
2016	108	106	133	105	197
2017	99	97	120	97	174

L'évolution du nombre de personnes de nationalité UE étrangère bénéficiant de mesures d'activation est en grande partie la même que celle du nombre de leurs homologues belges. L'évolution chez les nationalités hors UE diverge cependant ici légèrement. En termes relatifs, le pic en 2011 est plus important que pour les autres groupes. Cette évolution plus marquée s'explique en partie par leurs nombres moins élevés. Sur l'ensemble de la période considérée, leur niveau n'est jamais inférieur à celui de l'année 2008. En 2017, leur nombre est supérieur de 74 % à celui de 2008, alors que les mesures d'activation chez les nationalités de l'UE ont diminué de 3 % sur les mêmes dix années.

Tableau 3

Pourcentage d'allocataires (moyennes mensuelles), par groupe de nationalité, pour les principales mesures d'activation qui incluent une forme d'occupation subventionnée, hors titres-services

		Programmes de transition professionnelle	SINE	Activa (Win-win inclus)	Complément de reprise du travail	Activa start	Stage de transition	Total
Belgique	2008	89,7%	90,9%	89,4%	94,8%	93,5%	81,7%	90,3%
	2009	87,8%	89,8%	89,4%	94,8%	95,1%	91,6%	90,2%
	2010	87,5%	89,3%	90,0%	94,3%	94,4%	87,0%	90,5%
	2011	85,8%	88,1%	89,9%	93,8%	92,7%	83,0%	90,2%
	2012	84,5%	87,7%	89,6%	93,6%	93,5%	91,7%	90,0%
	2013	82,1%	86,7%	88,4%	93,7%	90,8%	92,2%	89,2%
	2014	81,8%	86,1%	88,2%	93,9%	85,0%	92,7%	88,9%
	2015	81,7%	85,5%	87,9%	93,9%	85,9%	91,4%	88,6%
	2016	82,7%	85,1%	87,2%	93,8%	80,8%	90,3%	88,2%
	2017	81,8%	84,1%	87,6%	93,8%	65,8%	93,7%	88,3%
UE	2008	5,9%	6,0%	7,5%	5,1%	3,3%	4,3%	6,8%
	2009	6,2%	6,4%	7,4%	5,0%	3,3%	6,2%	6,7%
	2010	5,9%	6,4%	6,5%	5,5%	3,9%	5,0%	6,3%
	2011	6,1%	6,7%	6,0%	5,8%	4,6%	7,1%	6,0%
	2012	6,8%	6,8%	6,1%	6,0%	3,4%	2,8%	6,1%
	2013	7,2%	6,8%	6,6%	5,8%	4,6%	3,7%	6,4%
	2014	7,1%	6,9%	6,7%	5,7%	4,3%	3,5%	6,5%
	2015	7,2%	7,2%	6,6%	5,8%	5,7%	4,9%	6,5%
	2016	7,5%	7,0%	6,8%	5,9%	9,3%	5,2%	6,6%
	2017	7,8%	7,2%	6,8%	6,0%	10,1%	3,3%	6,7%
Non UE	2008	4,4%	3,0%	3,1%	0,1%	3,1%	14,0%	2,9%
	2009	5,9%	3,8%	3,2%	0,1%	1,6%	2,2%	3,1%
	2010	6,5%	4,2%	3,5%	0,2%	1,6%	8,0%	3,3%
	2011	8,1%	5,3%	4,1%	0,4%	2,7%	9,9%	3,8%
	2012	8,7%	5,5%	4,3%	0,5%	3,1%	5,6%	3,8%
	2013	10,7%	6,5%	5,0%	0,5%	4,6%	4,2%	4,4%
	2014	11,1%	6,9%	5,2%	0,3%	10,7%	3,8%	4,6%
	2015	11,2%	7,3%	5,5%	0,2%	8,5%	3,6%	4,9%
	2016	9,8%	7,9%	6,1%	0,2%	9,9%	4,6%	5,2%
	2017	10,4%	8,7%	5,6%	0,2%	24,1%	3,0%	5,1%

Bien que les allocataires de nationalité belge représentent encore et toujours, en 2017, près de 90% du nombre total d'allocataires bénéficiaires des mesures d'activation, nous notons depuis 2008 une forte augmentation relative du nombre d'allocataires de nationalité étrangère (+ 2,0 points de pourcentage). Cette augmentation s'observe cependant uniquement dans le groupe des allocataires hors UE (+ 2,2 points de pourcentage), étant donné que depuis 2008, la part du groupe UE a légèrement diminué (- 0,1 point de pourcentage). La diminution pour la part des nationalités UE se limite presque exclusivement au régime Activa, étant donné que l'on note une augmentation de leur part dans la majorité des autres régimes. Pour les nationalités hors UE, l'augmentation de la part relative s'observe pour tous les régimes, sauf pour le stage de transition (qui, comme nous l'expliquons, est difficilement comparable avec ce qu'il était auparavant).

Les pourcentages relatifs par groupe de nationalités sont très différents lorsqu'on compare les différentes mesures d'activation. Sauf pour Activa Start, dont l'importance s'est fortement réduite en 2017, nous notons pour les programmes de transition professionnelle tant la part relative de nationalités étrangères la plus importante (18,2 % en 2017) que l'augmentation relative du nombre d'allocataires étrangers la plus marquée (+ 7,9 points de pourcentage depuis 2008).

3

Travailleurs dans le secteur des titres-services

Tableau 4
Nombre de travailleurs titres-services différents et leur part relative par groupe de nationalités

	Total	Belgique	Nationalité étrangère			Total	2008	Total	Belgique	Nationalité étrangère			Total
			UE	Non UE	Total					UE	Non UE	Total	
2008	103 437	85 801	11 343	6 293	17 636	2008	100%	83,0%	11,0%	6,1%	17,0%		
2009	120 324	94 101	18 125	8 098	26 223	2009	100%	78,2%	15,1%	6,7%	21,8%		
2010	136 915	103 318	23 292	10 305	33 597	2010	100%	75,5%	17,0%	7,5%	24,5%		
2011	149 827	110 007	27 872	11 948	39 820	2011	100%	73,4%	18,6%	8,0%	26,6%		
2012	151 137	108 251	30 430	12 456	42 886	2012	100%	71,6%	20,1%	8,2%	28,4%		
2013	149 782	107 469	30 128	12 185	42 313	2013	100%	71,8%	20,1%	8,1%	28,2%		
2014	154 558	108 715	33 482	12 361	45 843	2014	100%	70,3%	21,7%	8,0%	29,7%		
2015	153 301	106 642	34 907	11 752	46 659	2015	100%	69,6%	22,8%	7,7%	30,4%		

Comme les responsabilités en matière de titres-services ont été transférées le 1^{er} janvier 2016 pour toutes les Régions, les données se limitent à la période jusques et y compris l'année 2015. En outre, il faut retenir le fait que le mode de comptage en la matière diffère de celui qui est appliqué pour les données concernant les mesures d'activation. Pour les mesures d'activation, les statistiques rendent compte des évolutions en unités physiques (c'est-à-dire en se basant sur le nombre moyen de paiements mensuels). Les statistiques relatives au secteur des titres-services, quant à elles, indiquent le nombre total de travailleurs qui ont été enregistrés pour une année déterminée.

La part de travailleurs titres-services de nationalité étrangère connaît à peu près une croissance constante au cours de la période considérée (+ 13,4 points de pourcentage depuis 2008). En 2015, presque un tiers des travailleurs titres-services sont de nationalité étrangère. L'augmentation au cours de cette période s'observe aussi bien au sein de la population qui provient d'un pays de l'UE que dans la population de nationalité hors UE, étant donné que chacune de ces deux populations a presque doublé depuis 2008. L'augmentation de la part relative est cependant la plus marquée pour les nationalités UE.

4

Proportion par rapport à la population totale et à la population active

Tableau 5

Aperçu de la population totale en âge de travailler et du nombre de travailleurs selon le groupe de nationalité (en milliers)

	Population totale en âge de travailler (15-64 ans)					Population au travail (15-64 ans)			
	Belgique	UE	Non UE	Total		Belgique	UE	Non UE	Total
2008	6 432,6	435,4	205,3	7 073,3	2008	4 060,3	271,5	81,9	4 413,7
2009	6 446,9	462,8	215,8	7 125,5	2009	4 030,1	275,6	83,6	4 389,4
2010	6 478,0	471,8	227,1	7 176,8	2010	4 069,9	294,3	86,4	4 450,6
2011	6 464,4	479,3	275,9	7 219,6	2011	4 069,4	297,9	103,2	4 470,5
2012	6 476,6	479,6	285,7	7 242,0	2012	4 078,2	297,4	103,4	4 479,0
2013	6 459,1	515,2	282,8	7 257,1	2013	4 065,9	312,3	106,3	4 484,5
2014	6 451,8	521,7	292,1	7 265,5	2014	4 060,3	326,1	110,9	4 497,3
2015	6 420,6	543,5	316,6	7 280,8	2015	4 030,1	342,9	126,4	4 499,3
2016	6 432,1	537,9	318,5	7 289,5	2016	4 068,4	346,4	125,1	4 540,6

Source : Eurostat - lfsq_pganws

Tableau 6

Ratio des travailleurs en mesure d'activation par rapport à la population totale en âge de travailler et au nombre de travailleurs selon le groupe de nationalités

	Population totale en âge de travailler (15-64)					Population au travail (15-64 ans)			
	Belgique	UE	Non UE	Total		Belgique	UE	Non UE	Total
2008	0,9%	1,0%	0,9%	0,9%	2008	1,4%	1,6%	2,2%	1,4%
2009	0,8%	0,9%	0,9%	0,8%	2009	1,4%	1,5%	2,2%	1,4%
2010	1,1%	1,0%	1,1%	1,1%	2010	1,7%	1,6%	2,9%	1,7%
2011	1,5%	1,4%	1,5%	1,5%	2011	2,4%	2,2%	4,0%	2,4%
2012	1,3%	1,2%	1,3%	1,3%	2012	2,1%	1,9%	3,5%	2,1%
2013	0,9%	0,9%	1,0%	0,9%	2013	1,5%	1,4%	2,8%	1,5%
2014	0,9%	0,8%	1,1%	0,9%	2014	1,5%	1,4%	2,9%	1,5%
2015	1,0%	0,8%	1,1%	1,0%	2015	1,5%	1,3%	2,7%	1,5%
2016	0,9%	0,8%	1,1%	0,9%	2016	1,5%	1,3%	2,9%	1,5%

Source : Eurostat - lfsq_pganws

Propres calculs

Enfin, lorsque nous comparons le nombre d'allocataires pour les mesures d'activation à la population totale en âge de travailler, il appert qu'il y a peu de différences entre les groupes de nationalités. La part des allocataires de nationalité hors UE se révèle cependant un peu plus importante que chez les autres nationalités (en 2016, 1,1 % contre 0,9% chez les Belges et 0,8 % chez les autres nationalités UE).

Si nous procédons à la même comparaison par rapport au nombre de travailleurs par groupe de nationalités, cette différence est en revanche plus marquée. La part des nationalités hors UE est à peu près deux fois plus importante que celle des autres groupes (2,9 % contre 1,5 % chez les Belges et 1,3 % chez les autres nationalités UE).

Tableau 7

Ratio des travailleurs titres-services par rapport à la population totale en âge de travailler et au nombre de travailleurs selon le groupe de nationalités

	Population totale en âge de travailler (15-64)					Population au travail (15-64 ans)			
	Belgique	UE	Non UE	Total		Belgique	UE	Non UE	Total
2008	1,3%	2,6%	3,1%	1,5%	2008	2,1%	4,2%	7,7%	2,3%
2009	1,5%	3,9%	3,8%	1,7%	2009	2,3%	6,6%	9,7%	2,7%
2010	1,6%	4,9%	4,5%	1,9%	2010	2,5%	7,9%	11,9%	3,1%
2011	1,7%	5,8%	4,3%	2,1%	2011	2,7%	9,4%	11,6%	3,4%
2012	1,7%	6,3%	4,4%	2,1%	2012	2,7%	10,2%	12,0%	3,4%
2013	1,7%	5,8%	4,3%	2,1%	2013	2,6%	9,6%	11,5%	3,3%
2014	1,7%	6,4%	4,2%	2,1%	2014	2,7%	10,3%	11,1%	3,4%
2015	1,7%	6,4%	3,7%	2,1%	2015	2,6%	10,2%	9,3%	3,4%

Source : Eurostat - lfsq_pganws

Propres calculs

En 2015, il y avait au total 1,7 % de Belges occupés dans le secteur des titres-services, contre 6,4 % de travailleurs ayant une nationalité UE et 3,7 % ayant une nationalité hors UE. En 2015, environ un travailleur sur dix du nombre total de personnes actives de nationalité étrangère était occupé comme travailleur titres-services (10,2% pour les nationalités UE, 9,3% pour les nationalités hors UE).

5

Conclusion

Pour conclure, nos principales constatations se résument comme suit :

- La part la plus importante de personnes qui occupent un emploi subventionné est de nationalité belge.
 - En 2017, 88,3 % du nombre de personnes bénéficiant d'une allocation dans le cadre d'une mesure d'activation étaient de nationalité belge. Pour les travailleurs titres-services, leur part s'élève à 69,6 % en 2015.
 - Toutefois, la part des travailleurs de nationalité étrangère augmente : au cours des dix dernières années, la part des bénéficiaires d'une allocation dans le cadre d'une mesure d'activation de nationalité étrangère a augmenté de 2,0 points de pourcentage. Chez les travailleurs titres-services, dont la population de travailleurs de nationalité étrangère a plus que doublé entre 2008 et 2015, leur part a augmenté de 13,4 points de pourcentage.
- Des différences importantes apparaissent dans les mesures d'activation au niveau des proportions par groupe de nationalités. Il est utile de noter que presque un cinquième (18,2 %) des programmes de transition professionnelle en 2017 concernait des allocataires étrangers (+ 7,9 points de pourcentage depuis 2008).
- L'importance de l'emploi subventionné pour les personnes actives de nationalité étrangère ressort principalement du ratio par rapport au nombre total de personnes actives selon la nationalité.
 - Dans le nombre total de personnes actives par groupe de nationalité, les parts de bénéficiaires d'une mesure d'activation de nationalité belge ou UE évoluent pour ainsi dire de la même façon et s'élevaient, fin 2016, à respectivement 1,5 % et 1,3 %. Par contre, 2,9 % du nombre de personnes actives de nationalité hors UE bénéficiaient d'une allocation dans le cadre d'une mesure d'activation.
 - En 2015, plus d'un travailleur sur dix du nombre total de personnes actives de nationalité étrangère était occupé comme travailleur titres-services (10,2 % pour les nationalités UE, 9,3 % pour les nationalités hors UE).